

Les champs se préparent au climat méditerranéen

AGRICULTURE

Blé dur et tournesol : face au changement climatique, ces cultures du sud vont sans doute devenir une alternative crédible en Wallonie

Il n'y a décidément pas que la vigne qui, réchauffement climatique aidant, juge le sol wallon à son goût pour s'y épanouir. Les essais menés depuis 2018 par le Centre wallon de recherches agronomiques de Gembloux (CRA-W) sur différents terroirs wallons avec du blé dur et du tournesol démontrent en effet que ces cultures jusqu'alors essentiellement cantonnées au sud de l'Europe et au nord de l'Afrique peuvent réussir chez nous aussi.

Ce mercredi, la ministre wallonne de l'Environnement, Céline Tellier, et un représentant de son collègue de l'Agriculture Willy Borsus, sont venus se constater eux-mêmes sur les parcelles d'essais à Gembloux.

Si le gouvernement wallon se déplace au milieu des champs et en plein cagnard,

c'est parce que ces essais font partie des projets subsidiés par la Wallonie. Ils s'intègrent aussi parfaitement, indique la ministre Tellier, dans le plan de relance wallon et plus particulièrement dans le volet de la relocalisation de la production alimentaire. Pas moins de 46 projets sont soutenus dans ce cadre et la moitié de l'enveloppe de 128 millions est consacrée à la relocalisation. Mais dans un contexte d'évolution du climat, souligne Yves Schenkel, chef du département Productions agricoles du CRA-W, ce type de recherche agronomique doit aussi permettre d'anticiper les problèmes auxquels seront de plus en plus confrontés les agriculteurs et leur offrir des possibilités de diversification.

Hier, alors que le mercure affichait 30 °C, Guillaume Jacquemin, responsable des essais variétés en grandes cultures, croisait les doigts pour que cela ne grimpe pas de 3 °C supplémentaires dans les prochains jours. « Sinon, c'est la moitié des parcelles de froment qui risque d'y passer. » Le blé dur, lui, y ré-

sisterait.

En plus, le sol wallon semble particulièrement lui convenir. La première année de test s'est ainsi clôturée avec un rendement de 10 tonnes à l'hectare. À titre de comparaison, l'Italie, 1^{er} producteur européen, a eu un rendement de 4,9 tonnes à l'hectare. Reste maintenant à poursuivre les essais pour atteindre la qualité requise (notamment pour les protéines). Mais les essais-erreurs des premières années ont apporté les enseignements voulus. « Et on est convaincu d'y arriver », dit Rodrigo Meza Morales, responsable des essais blé dur.

Quand ce sera chose faite, encore faudra-t-il développer une filière complète pour valoriser ce produit en Wallonie. Le blé dur n'étant pas farineux mais donnant de la semoule, il faudra notamment que les meuneries s'adaptent. Mais la culture est rentable (60 à 80 € plus cher que le froment) et l'intérêt des fabricants de pâtes est déjà réel. La Wallonie prend décidément de plus en plus des accents du Sud.

ALAIN WOLWERTZ



En blé dur, dès le premier essai, le rendement a été supérieur à celui de l'Italie, premier producteur européen.

Une filière complète pour le tournesol wallon

Avec le projet Sunwall, le CRA-W ne se contente pas de voir si le tournesol, comme le blé dur, peut aussi pousser chez nous. C'est toute une filière, du champ à l'assiette, qui doit se mettre en place. Alvenat, une petite entreprise spécialisée dans la production d'huile de colza de qualité non OGM et provenant de l'agriculture locale responsable, apportera son expertise dans la production d'huile. Le Centre agronomique, lui, encadre déjà des agriculteurs qui souhaitent se diversifier avec une culture qui est à la fois rentable et nécessite peu d'intrants.

L'huile de tournesol est aujourd'hui un produit de plus en plus apprécié dans l'industrie alimentaire (frites, chips...) et une réelle alternative à l'huile de palme.

AFFAIRE CONINGS

L'inspection militaire pointe les manquements du SGRS

L'affaire Conings continue à agiter le monde politique. En point de mire, le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS).

Le rapport de l'Inspection générale de la Défense sur l'affaire Jürgen Conings pointe du doigt plusieurs manquements au sein du Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS), notamment l'absence à une réunion importante et la non-transmission d'informations, est-il ressorti d'un exposé fait par la ministre de la Défense, Ludi-

vine Dedonder, en commission de la Chambre.

Parmi les informations qui n'ont pas circulé correctement figure l'inscription du militaire sur la liste de l'OCAM au niveau 3 de menace. Autre information cruciale : le retrait de l'habilitation de sécurité de Jürgen Conings. La décision est prise le 31 août 2020 en raison des liens du soldat avec l'extrême droite et ses déclarations au SGRS. Il faut attendre le 17 septembre pour que l'officier de sécurité de la composante Terre de l'armée soit prévenu et le 12 novembre



La ministre Dedonder a une nouvelle fois fait état des manquements.

pour que l'intéressé en soit informé. Ni le chef de service de Conings, ni la composante Terre de manière générale ne sont informés officiellement. Un ensemble de facteurs explique les problèmes : manque de personnel, rotation du personnel trop importante, perte de connaissance et d'expérience, manque de transmission d'informations, failles ponctuelles dans l'échange d'informations entre la Défense et les services de sécurité, etc. Autre défaut : l'absence d'une politique dédiée à l'extrémisme au sein de la Défense.

Les écologistes ont épinglé un « catalogue de gaffes ». Aux yeux du MR, nul doute que la direction du SGRS ne peut pas rester en place. « Comment imaginer une seconde que rien ne change à la tête de ce service ? » a demandé Denis Ducarme. « Il y a une responsabilité politique à ne pas avoir vu ça, surtout après les recommandations de la commission d'enquête », a souligné Georges Dallemagne (cdH). La N-VA a, par contre, une nouvelle fois mis la ministre en garde contre toute chasse aux sorcières au sein de la Défense, visant les flamingants de droite.